



Schweizerisches

Sozialarchiv

Sachdokumentation

Signatur: KS 335/41c-17_26

www.sachdokumentation.ch

Nutzungsbestimmungen

Dieses Dokument wird vom Schweizerischen Sozialarchiv bereitgestellt. Es kann in der angebotenen Form für den **Eigengebrauch** reproduziert und genutzt werden (Verwendung im privaten, persönlichen Kreis bzw. im schulischen Bereich, inkl. Forschung). Für das Einhalten der urheberrechtlichen Bestimmungen ist der Nutzer, die Nutzerin selber verantwortlich.

Für Veröffentlichungen von Reproduktionen zu kommerziellen Zwecken wird eine **Veröffentlichungsgebühr** von CHF 300.– pro Einheit erhoben.

Jede Verwendung eines Bildes muss mit einem **Quellennachweis** versehen sein, in der folgenden Form:

Schweizerisches Sozialarchiv, Zürich: Signatur KS 335/41c-17_26

© Schweizerisches Sozialarchiv, Stadelhoferstr. 12, CH-8001 Zürich
<http://www.sozialarchiv.ch>

erstellt: 15.05.2014

L'UNEF PROPOSE...

Compte tenu de l'extension du mouvement étudiant et ouvrier à Paris et en province, compte tenu des résultats des premiers débats qui ont lieu dans les facultés, le bureau national de l'U.N.E.F. estime aujourd'hui de son devoir d'esquisser un premier bilan et d'apporter des propositions pour relancer les discussions et l'action dans toutes les universités de France. En tout cas, un phénomène est irréversible : la contestation radicale de l'université est inséparable de la contestation du pouvoir établi, autrement dit d'ores et déjà la lutte se place sur le terrain politique.

Au moment où de nouvelles perspectives s'ouvrent au mouvement déclenché par les étudiants (occupation d'usines par les travailleurs), il faut combattre toute tentative d'enlèvement du mouvement, soit en le limitant à de seuls objectifs universitaires, soit en n'envisageant la jonction des luttes étudiantes et ouvrières que dans la cour de la Sorbonne. C'est pourquoi il faut participer au mouvement dynamique de contestation sociale, notamment en développant à l'université le potentiel revendicatif qui s'y est fait jour. Il est donc capital de proposer des objectifs répondant à cette analyse.

Quatre objectifs essentiels peuvent être proposés dès maintenant au mouvement étudiant :

1. l'instauration immédiate d'un pouvoir étudiant réel dans les facultés avec droit de veto sur toute décision prise ;
2. subordonné à ce premier point, l'autonomie des universités et facultés ;
3. l'extension de la lutte à l'ensemble des secteurs qui diffusent l'idéologie dominante, c'est-à-dire l'information ;
4. la jonction réelle avec les luttes ouvrières et paysannes en posant le problème du même type de contestation du pouvoir au sein de l'entreprise et dans les structures professionnelles.

Ces quatre points essentiels sont des conditions nécessaires pour résoudre les autres (celui des examens, de la sélection, des libertés politiques et syndicales dans les facultés, les lycées et ailleurs).

I - LE POUVOIR ETUDIANT

Que ce soit au travers de l'université critique, ou de commissions à prédominance étudiante, que ce soit par un changement total des assemblées de facultés, ce qui compte, c'est que le mouvement étudiant garde le contrôle de toutes les décisions prises dans l'Université. Quelles que soient les structures à débattre avec la base, c'est le droit de veto pour les étudiants qui permettra de faire passer dans

les faits toutes les décisions prises et qui empêchera toute intégration.

Cette revendication doit passer tout de suite dans les faits et justifie à elle seule le maintien de la grève.

On sait cependant que dans un régime capitaliste un tel type de pouvoir ne peut être que temporaire .

II - L'AUTONOMIE DES UNIVERSITES

Sans pouvoir étudiant, cette autonomie est un leurre puisqu'elle revient à donner l'autorité aux mandarins qui nous gouvernent. Par contre, sans autonomie, le pouvoir étudiant est un leurre puisque le gouvernement et l'administration gardent des moyens considérables de contrôle. L'autonomie cela veut dire que toutes les décisions prises par des étudiants en liaison avec des enseignants sont immédiatement applicables.

III - L'EXTENSION DE LA LUTTE A TOUS LES SECTEURS IDEOLOGIQUES

C'est par le canal de l'information que la bourgeoisie tente de noyer le mouvement, c'est donc par ce canal qu'il faut au contraire faire connaître nos actions et les faire comprendre. Cela veut dire que toute information qui fait le jeu du pouvoir doit être combattue : que ce soit dans la presse parlée (O.R.T.F., stations périphériques) ou la presse écrite. Pas un journal ne doit sortir s'il donne de fausses informations. Cette action doit être menée en liaison étroite avec les journalistes et les travailleurs du Livre. De même les Maisons de Jeunes et de la Culture, les théâtres et tout le secteur artistique doivent rentrer dans la bataille pour la création d'une culture populaire d'un type nouveau.

IV - LES LIAISONS DES LUTTES ETUDIANTES ET OUVRIERES

La chute du pouvoir actuel ne peut se faire que si la lutte est menée par les travailleurs eux-mêmes. Cela veut dire que la force principale des transformations sociales reste la classe ouvrière. Les travailleurs doivent prendre en main leurs propres destinées et attaquer dès maintenant le pouvoir patronal dans l'entreprise. Ceci suppose de notre part la participation systématique aux discussions qui ont lieu dans la classe ouvrière pour y appor-

ter notre point de vue et non pour donner des leçons. En sens inverse toute l'université sous contrôle étudiant doit être ouverte aux travailleurs et ceci dans tous les débats.

Ces quatre points ainsi explicités peuvent nous permettre d'agir sur la situation et de réaliser d'autres revendications qui nous concernent :

1. Le boycott des examens **traditionnels** qui ne servent qu'à éliminer les étudiants à partir d'un enseignement qui a fait faillite ; une première synthèse des débats permet de formuler les principes suivants :

a) Il n'est pas question de faire payer aux étudiants les frais de la contestation des examens. Cela veut dire qu'il n'est pas concevable qu'ils perdent le bénéfice de leur année, qu'il n'est pas concevable non plus que des examens lèsent les militants qui se sont battus alors que les autres restaient tranquillement chez eux ou les étudiants blessés, par rapport à ceux qui se portent bien.

Etant donné que la remise en cause des examens est liée à un changement total de l'enseignement, cela veut dire que toute discussion sur le contrôle des connaissances lui est subordonnée. Ce qui compte dans les circonstances présentes, c'est :

- le contrôle par les étudiants de toute procédure d'examen ou d'autre moyen de délivrance des diplômes ;

- le changement dans un certain nombre de domaines du contenu d'éventuelles épreuves ;

- le contrôle de toute décision par les étudiants ;

b) Il n'est pas question de laisser faire les examens et concours nationaux dans leur forme habituelle :

- nous proposons la transformation du concours du CAPES en examen : cela veut dire que l'on ne tiendra pas compte du contingentement prévu des postes ;

- pour le baccalauréat : il n'est pas concevable que le baccalauréat ait lieu sous sa forme traditionnelle. Au minimum nous proposons que les lycéens puissent exercer un pouvoir de contrôle et que tous les candidats puissent passer l'oral.

2. Les libertés politiques et syndicales sont un fait dans les facultés. Elles doivent le devenir aussi dans les campus (avec un pouvoir étudiant ayant un droit de veto), dans les grandes écoles et dans les lycées. A ce sujet l'U.N.E.F. se déclare non seulement solidaire des C.A.L. mais annonce solennellement qu'elle participera à la lutte pour la reconnaissance des C.A.L. dans les lycées et pour leur liberté absolue d'expression et d'action.

3. Pas de sélection à l'entrée et au cours de l'enseignement supérieur. Etant donné que le changement total de l'enseignement est un préalable absolu, nous refusons toute sélection de quelque nature qu'elle soit.

Que faire dans l'immédiat ?

1. Il est capital de continuer les débats sur le fond dans tous les domaines et à tous les niveaux. Mais, dès maintenant, l'U.N.E.F. appelle ses militants à arracher tout de suite le contrôle par les étudiants de l'institution universitaire. Si les débats avec les enseignants restent nécessaires, le droit de veto sur les décisions prises est la seule garantie valable.

Le contrôle à instaurer en fonction du rapport de forces ne peut être donné qu'aux comités de lutte, de grève ou d'action qui ont effectivement mené l'action pendant ces dix jours. Là où le rapport de forces n'est pas aussi favorable, c'est à des structures parallèles (université critique ou autres) qu'il faut recourir afin de maintenir une pression permettant de bloquer le fonctionnement de l'université traditionnelle. Cette ligne applicable dans les circonstances actuelles pourra être modifiée selon l'évolution des rapports des forces.

2. La proclamation de l'autonomie doit être revendiquée dès maintenant. Mais cette proclamation ne doit se faire que si le premier point (droit de veto) est obtenu et avec toutes les garanties nécessaires pour que cette autonomie n'entraîne pas un renforcement de la fraction professorale conservatrice et technocratique.

3. La bataille sur l'information doit être menée dans toutes les villes universitaires. Cela veut dire qu'aucun journal régional ne doit sortir s'il ne fait pas correctement son travail d'information sur nos luttes. En liaison avec les travailleurs de la presse, manifestations, occupations des locaux, boycott de la distribution, etc., seront organisés.

La bataille dans le secteur culturel peut aussi être déclenchée avec les jeunes travailleurs pour transformer dans un sens combatif l'activité des Maisons de Jeunes et de la Culture (occupations, instauration de débats politiques, etc.).

Pour les autres secteurs de la vie culturelle, les interventions sont à prévoir en accord avec les artistes qui ont pris position contre la culture bourgeoise.

4. L'occupation des usines par les travailleurs est déjà commencée. Notre rôle est d'amplifier la campagne d'explication politique pour empêcher le gouvernement et la réaction de couper la lutte étudiante des luttes ouvrières. Les militants de l'U.N.E.F. auront donc à participer aux meetings, réunions, manifestations décidées par les travailleurs, cette participation étant considérée comme prioritaire pour nous.

Cet ensemble de propositions est versé dans les débats libres qui se sont instaurés depuis quelques jours dans l'université.

LE BUREAU NATIONAL
DE L'U.N.E.F.

L'UNEF PROPOSE...

Compte tenu de l'extension du mouvement étudiant et ouvrier à Paris et en province, compte tenu des résultats des premiers débats qui ont lieu dans les facultés, le bureau national de l'U.N.E.F. estime aujourd'hui de son devoir d'esquisser un premier bilan et d'apporter des propositions pour relancer les discussions et l'action dans toutes les universités de France. En tout cas, un phénomène est irréversible : la contestation radicale de l'université est inséparable de la contestation du pouvoir établi, autrement dit d'ores et déjà la lutte se place sur le terrain politique.

Au moment où de nouvelles perspectives s'ouvrent au mouvement déclenché par les étudiants (occupation d'usines par les travailleurs), il faut combattre toute tentative d'enlèvement du mouvement, soit en le limitant à de seuls objectifs universitaires, soit en n'envisageant la jonction des luttes étudiantes et ouvrières que dans la cour de la Sorbonne. C'est pourquoi il faut participer au mouvement dynamique de contestation sociale, notamment en développant à l'université le potentiel revendicatif qui s'y est fait jour. Il est donc capital de proposer des objectifs répondant à cette analyse.

Quatre objectifs essentiels peuvent être proposés dès maintenant au mouvement étudiant :

1. l'instauration immédiate d'un pouvoir étudiant réel dans les facultés avec droit de veto sur toute décision prise ;

2. subordonné à ce premier point, l'autonomie des universités et facultés ;

3. l'extension de la lutte à l'ensemble des secteurs qui diffusent l'idéologie dominante, c'est-à-dire l'information ;

4. la jonction réelle avec les luttes ouvrières et paysannes en posant le problème du même type de contestation du pouvoir au sein de l'entreprise et dans les structures professionnelles.

Ces quatre points essentiels sont des conditions nécessaires pour résoudre les autres (celui des examens, de la sélection, des libertés politiques et syndicales dans les facultés, les lycées et ailleurs).

I - LE POUVOIR ETUDIANT

Que ce soit au travers de l'université critique, ou de commissions à prédominance étudiante, que ce soit par un changement total des assemblées de facultés, ce qui compte, c'est que le mouvement étudiant garde le contrôle de toutes les décisions prises dans l'Université. Quelles que soient les structures à débattre avec la base, c'est le droit de veto pour les étudiants qui permettra de faire passer dans

les faits toutes les décisions prises et qui empêchera toute intégration.

Cette revendication doit passer tout de suite dans les faits et justifie à elle seule le maintien de la grève.

On sait cependant que dans un régime capitaliste un tel type de pouvoir ne peut être que temporaire .

II - L'AUTONOMIE DES UNIVERSITES

Sans pouvoir étudiant, cette autonomie est un leurre puisqu'elle revient à donner l'autorité aux mandarins qui nous gouvernent. Par contre, sans autonomie, le pouvoir étudiant est un leurre puisque le gouvernement et l'administration gardent des moyens considérables de contrôle. L'autonomie cela veut dire que toutes les décisions prises par des étudiants en liaison avec des enseignants sont immédiatement applicables.

III - L'EXTENSION DE LA LUTTE A TOUS LES SECTEURS IDEOLOGIQUES

C'est par le canal de l'information que la bourgeoisie tente de noyer le mouvement, c'est donc par ce canal qu'il faut au contraire faire connaître nos actions et les faire comprendre. Cela veut dire que toute information qui fait le jeu du pouvoir doit être combattue : que ce soit dans la presse parlée (O.R.T.F., stations périphériques) ou la presse écrite. Pas un journal ne doit sortir s'il donne de fausses informations. Cette action doit être menée en liaison étroite avec les journalistes et les travailleurs du Livre. De même les Maisons de Jeunes et de la Culture, les théâtres et tout le secteur artistique doivent rentrer dans la bataille pour la création d'une culture populaire d'un type nouveau.

IV - LES LIAISONS DES LUTTES ETUDIANTES ET OUVRIERES

La chute du pouvoir actuel ne peut se faire que si la lutte est menée par les travailleurs eux-mêmes. Cela veut dire que la force principale des transformations sociales reste la classe ouvrière. Les travailleurs doivent prendre en main leurs propres destinées et attaquer dès maintenant le pouvoir patronal dans l'entreprise. Ceci suppose de notre part la participation systématique aux discussions qui ont lieu dans la classe ouvrière pour y appor-

ter notre point de vue et non pour donner des leçons. En sens inverse toute l'université sous contrôle étudiant doit être ouverte aux travailleurs et ceci dans tous les débats.

Ces quatre points ainsi explicités peuvent nous permettre d'agir sur la situation et de réaliser d'autres revendications qui nous concernent :

1. Le boycott des examens **traditionnels** qui ne servent qu'à éliminer les étudiants à partir d'un enseignement qui a fait faillite ; une première synthèse des débats permet de formuler les principes suivants :

a) Il n'est pas question de faire payer aux étudiants les frais de la contestation des examens. Cela veut dire qu'il n'est pas concevable qu'ils perdent le bénéfice de leur année, qu'il n'est pas concevable non plus que des examens lèsent les militants qui se sont battus alors que les autres restaient tranquillement chez eux ou les étudiants blessés, par rapport à ceux qui se portent bien.

Etant donné que la remise en cause des examens est liée à un changement total de l'enseignement, cela veut dire que toute discussion sur le contrôle des connaissances lui est subordonnée. Ce qui compte dans les circonstances présentes, c'est :

- le contrôle par les étudiants de toute procédure d'examen ou d'autre moyen de délivrance des diplômes ;

- le changement dans un certain nombre de domaines du contenu d'éventuelles épreuves ;

- le contrôle de toute décision par les étudiants ;

b) Il n'est pas question de laisser faire les examens et concours nationaux dans leur forme habituelle :

- nous proposons la transformation du concours du CAPES en examen : cela veut dire que l'on ne tiendra pas compte du contingentement prévu des postes ;

- pour le baccalauréat : il n'est pas concevable que le baccalauréat ait lieu sous sa forme traditionnelle. Au minimum nous proposons que les lycéens puissent exercer un pouvoir de contrôle et que tous les candidats puissent passer l'oral.

2. Les libertés politiques et syndicales sont un fait dans les facultés. Elles doivent le devenir aussi dans les campus (avec un pouvoir étudiant ayant un droit de veto), dans les grandes écoles et dans les lycées. A ce sujet l'U.N.E.F. se déclare non seulement solidaire des C.A.L. mais annonce solennellement qu'elle participera à la lutte pour la reconnaissance des C.A.L. dans les lycées et pour leur liberté absolue d'expression et d'action.

3. Pas de sélection à l'entrée et au cours de l'enseignement supérieur. Etant donné que le changement total de l'enseignement est un préalable absolu, nous refusons toute sélection de quelque nature qu'elle soit.

Que faire dans l'immédiat ?

1. Il est capital de continuer les débats sur le fond dans tous les domaines et à tous les niveaux. Mais, dès maintenant, l'U.N.E.F. appelle ses militants à arracher tout de suite le contrôle par les étudiants de l'institution universitaire. Si les débats avec les enseignants restent nécessaires, le droit de veto sur les décisions prises est la seule garantie valable.

Le contrôle à instaurer en fonction du rapport de forces ne peut être donné qu'aux comités de lutte, de grève ou d'action qui ont effectivement mené l'action pendant ces dix jours. Là où le rapport de forces n'est pas aussi favorable, c'est à des structures parallèles (université critique ou autres) qu'il faut recourir afin de maintenir une pression permettant de bloquer le fonctionnement de l'université traditionnelle. Cette ligne applicable dans les circonstances actuelles pourra être modifiée selon l'évolution des rapports des forces.

2. La proclamation de l'autonomie doit être revendiquée dès maintenant. Mais cette proclamation ne doit se faire que si le premier point (droit de veto) est obtenu et avec toutes les garanties nécessaires pour que cette autonomie n'entraîne pas un renforcement de la fraction professorale conservatrice et technocratique.

3. La bataille sur l'information doit être menée dans toutes les villes universitaires. Cela veut dire qu'aucun journal régional ne doit sortir s'il ne fait pas correctement son travail d'information sur nos luttes. En liaison avec les travailleurs de la presse, manifestations, occupations des locaux, boycott de la distribution, etc., seront organisés.

La bataille dans le secteur culturel peut aussi être déclenchée avec les jeunes travailleurs pour transformer dans un sens combatif l'activité des Maisons de Jeunes et de la Culture (occupations, instauration de débats politiques, etc.).

Pour les autres secteurs de la vie culturelle, les interventions sont à prévoir en accord avec les artistes qui ont pris position contre la culture bourgeoise.

4. L'occupation des usines par les travailleurs est déjà commencée. Notre rôle est d'amplifier la campagne d'explication politique pour empêcher le gouvernement et la réaction de couper la lutte étudiante des luttes ouvrières. Les militants de l'U.N.E.F. auront donc à participer aux meetings, réunions, manifestations décidées par les travailleurs, cette participation étant considérée comme prioritaire pour nous.

Cet ensemble de propositions est versé dans les débats libres qui se sont instaurés depuis quelques jours dans l'université.

LE BUREAU NATIONAL
DE L'U.N.E.F.